



Platforms, Experts, Tools: Specialised Cyber-Activists Network

# Les discours de haine intersectionnels en ligne



Projet financé par le programme « droits, égalité et citoyenneté » (2014-2020) de l'Union Européenne

## À propos du projet

Le projet **sCAN** – *Platforms, Experts, Tools: Specialised Cyber-Activists Network (2018-2020)*, financé par l'UE et coordonné par la Licra (Ligue Internationale Contre le Racisme et l'Antisémitisme), a pour but de rassembler expertise, outils, méthodologie et connaissances concernant la haine en ligne et d'élaborer un ensemble de pratiques complet pour permettre d'identifier, d'analyser, de signaler et de réagir pour contrer les discours de haine en ligne. Ce projet s'appuie sur les résultats d'autres projets européens concluants, comme par exemple les projets « Research, Report, Remove: Countering Cyber-Hate phenomena » et « Facing Facts », et s'emploie à poursuivre, amplifier et renforcer les initiatives développées par la société civile en ce qui concerne la lutte contre les discours de haine.

Les partenaires du projet **sCAN** pourront, à travers une coopération européenne, renforcer et approfondir (davantage) leur fructueuse collaboration. Ils contribueront à la sélection et à l'apport d'outils de contrôle automatisés utiles pour un meilleur repérage du contenu haineux. Le projet s'attachera à renforcer les actions en termes de monitoring (comme les exercices de monitoring) instaurées par la Commission Européenne. Les partenaires rassembleront également leurs connaissances et observations respectives afin de mieux pouvoir identifier, expliquer et comprendre les tendances de la haine en ligne à l'échelle internationale. Le projet vise en outre à développer les moyens de l'Europe en proposant des cours en ligne pour les cybermilitants, les modérateurs et les formateurs, à travers la plateforme en ligne de Facing Facts.

**sCAN** sera mis en œuvre par dix partenaires européens : ZARA, Zivilcourage und Anti-Rassismus-Arbeit (Autriche), CEJI-A Jewish contribution to an inclusive Europe (Belgique), Human Rights House Zagreb (Croatie), Romea (République Tchèque), Respect Zone et Licra, Ligue Internationale Contre le Racisme et l'Antisémitisme (France), jugendschutz.net (Allemagne), CESIE (Italie), le Latvian Centre for Human Rights (Lettonie), et l'Université de Ljubljana, Faculty of Social Sciences (Slovénie).

Le projet **sCAN** est financé par la direction générale de la justice et des consommateurs de la Commission Européenne, dans le cadre du programme de l'Union Européenne « droits, égalité et citoyenneté ».

### Clause de non-responsabilité

Ce rapport annuel est financé par le programme « droits, égalité et citoyenneté » (2014-2020) de l'Union européenne.

Le contenu de cette analyse représente uniquement le point de vue de ses auteurs et est la seule responsabilité du consortium du projet sCAN. La Commission européenne n'est pas responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations qui y figurent.



**Projet financé par le programme « droits, égalité et citoyenneté » (2014-2020) de l'Union européenne**

## Sommaire

<i>À propos du projet</i>	2
<i>Introduction</i>	4
<i>Intersectionnalité et discours de haine sexistes</i>	5
Les femmes des communautés minoritaires	5
Les femmes dans la fonction publique	7
<i>Discours de haine intersectionnels à l'égard des personnes LGBTI+</i>	8
<i>Intersection entre les catégories religieuses et ethniques</i>	9
<i>Conclusion</i>	12
<i>Bibliographie</i>	13

## Introduction

Le concept de discrimination intersectionnelle trouve son origine dans le mouvement du féminisme noir. Le terme « intersectionnalité » a été inventé par la juriste américaine Kimberlé Crenshaw, qui a décrit la discrimination spécifique subie par les femmes noires comme « les effets combinés de pratiques discriminatoires fondées sur la race et sur le sexe<sup>1</sup> ».

Depuis lors, le concept d'intersectionnalité a été adopté pour décrire les différents contextes sociaux où de multiples motifs de discrimination se croisent pour créer une forme distincte de discrimination qui est plus que la simple somme de ses différents aspects. La Fundación Secretariado Gitano définit la discrimination intersectionnelle comme « un type spécifique de discrimination, dans lequel différents discriminations s'entrecroisent et interagissent (l'intersection de la discrimination fondée sur le sexe et de la discrimination ethnique, par exemple). Il ne s'agit pas d'ajouter des discriminations, mais de comprendre comment l'intersection de ces discriminations est quelque chose de spécifique qui nécessite une approche particulière qui reconnaît ces différents facteurs<sup>2</sup> ». Afin de comprendre la discrimination intersectionnelle, ils proposent d'analyser comment la discrimination aurait été différente si l'une des caractéristiques intersectionnelles avait été absente. Dans leur étude sur la discrimination intersectionnelle à l'égard des femmes roms, ils concluent : « Si l'un de ces facteurs n'existe pas, par exemple le fait d'être un homme rom ou une femme non rom, la discrimination aurait été différente (sic)<sup>3</sup> ».

Si le concept a traditionnellement été appliqué aux cas de discrimination (hors ligne), par exemple dans le domaine de l'emploi ou du logement, l'intersectionnalité joue également un rôle dans les discours de haine en ligne, chaque fois qu'un groupe ou un individu est attaqué pour plusieurs de ses caractéristiques protégées. Par exemple, le projet *Research, Report, Remove: Countering Cyber Hate Phenomena* a révélé que le discours de haine homophobe se recoupe parfois avec le discours de haine contre les réfugiés ou la négation de l'holocauste.<sup>4</sup>

Neuf organisations partenaires ont apporté leur contribution et leur vaste expérience à ce document analytique sur le discours de haine intersectionnel:

- ZARA – Zivilcourage und Anti-Rassismus-Arbeit (Autriche)
- CEJI – A Jewish contribution to an inclusive Europe (Belgique)
- Human Rights House Zagreb (Croatie)
- Romea (République tchèque)
- Licra - International League Against Racism and Antisemitism (France)
- jugendschutz.net (Allemagne)
- CESIE (Italie)

---

<sup>1</sup> Kimberlé Crenshaw (1989). *Demarginalizing the Intersection of Race and Sex: A Black Feminist Critique of Antidiscrimination Doctrine, Feminist Theory and Antiracist Politics*. University of Chicago Legal Forum, 1989, pp. 139-168. P. 149. Disponible sur: <https://philpapers.org/archive/CREDTI.pdf> (consulté le 17.01.2020).

<sup>2</sup> Fundación Secretariado Gitano (2019). *Guide on intersectional discrimination – The case of Roma women*, p. 6. Disponible sur [https://gitanos.org/upload/22/65/GUIDE\\_ON\\_INTERSECTIONAL\\_DISCRIMINATION - ROMA WOMEN - FSG 33444 .pdf](https://gitanos.org/upload/22/65/GUIDE_ON_INTERSECTIONAL_DISCRIMINATION_-_ROMA_WOMEN_-_FSG_33444_.pdf) (consulté le 17.01.2020).

<sup>3</sup> Ibid., p. 27.

<sup>4</sup> Research, Report, Remove: Countering Cyber Hate Phenomena (2017). *Manifestations of Online Hate Speech*. Disponible sur <https://www.inach.net/manifestations-of-online-hate-speech/> (consulté le 17.01.2020).

- Latvian Center for Human Rights (Lettonie)
- University of Ljubljana, Faculty of Social Sciences (UL-FDV) (Slovénie)

Vue que la portée du projet sCAN ne permet pas aux organisations participantes de fournir une image complète des discours de haine intersectionnels sur les réseaux sociaux, nous avons décidé de nous concentrer sur des études de cas.

## Intersectionnalité et discours de haine sexistes

Les femmes restent le groupe le plus souvent visé par les discours de haine intersectionnels. Elles sont généralement attaquées pour leur apparence physique - soit parce qu'elles sont trop ou pas assez sexualisées, soit parce qu'elles sont trop ou pas assez séduisantes.

Par exemple, lorsqu'une politicienne tchèque anti-islamique a publié une vidéo d'elle-même portant une burqa pour mettre en garde contre la prétendue « islamisation » de la République tchèque, les commentateurs l'ont attaquée pour son manque d'attrait perçu et ont suggéré que les femmes peu attirantes devraient effectivement porter une burqa. Ses collègues masculins du même parti ont été attaqués pour leurs opinions politiques et leur extrémisme perçu, mais leur apparence n'était pas en cause.

Les femmes qui appartiennent à des communautés minoritaires sont particulièrement vulnérables, par exemple les femmes musulmanes, les femmes roms ou les femmes de couleur, sont attaquées en raison d'une combinaison de leurs caractéristiques protégées. Les femmes occupant des postes publics, les femmes politiques, les journalistes et les activistes de la société civile constituent un autre groupe cible pour les discours de haine intersectionnels. Dans une progression de l'intersectionnalité, les femmes journalistes ou militantes issues de minorités sont attaquées pour s'être exprimées en public, le discours haineux visant leur sexe et leur appartenance (perçue) à une ethnie et/ou une religion.

Cela est illustré par les différences entre les commentaires insultants visant Carola Rackete, capitaine du navire de sauvetage Sea Watch 3, et Rula Jebreal, journaliste de renommée internationale. Alors que la capitaine Rackete a été insultée en raison de son sexe et de ses opinions politiques, Mme Jebreal a été ciblée en raison de son origine ethnique et de ses prétendues croyances. Toutes deux ont fait l'objet d'une discrimination fondée sur le sexe, mais on ne trouve des propos haineux croisés que dans les commentaires rapportés à l'encontre de Rula Jebreal. Elle est ciblée en tant que femme d'origine moyen-orientale et musulmane (présumée). D'autre part, selon les détracteurs en ligne, Carola Rackete n'est qu'une riche fille blanche originaire d'Allemagne, mais aucun de ces commentaires ne peut être considéré comme un discours de haine.

### *Les femmes des communautés minoritaires*

Les femmes de diverses communautés minoritaires sont souvent confrontées à des discours de haine qui ciblent leur sexe et leur statut minoritaire. Parfois, elles sont en outre victimes de discrimination au sein de leur communauté en raison de leur sexe.

En France, les femmes d'origine maghrébine (réelle ou perçue) sont confrontées au concept péjoratif de « beurette ». Le terme « beurette » est l'équivalent féminin du mot « beur » qui est le terme argotique du mot « arabe ».

Si le terme a été créé à l'origine lors de la Marche non-violente pour l'égalité et contre le racisme, également appelée « Marche des beurs » en 1983<sup>5</sup>, cette connotation positive a changé au cours des

<sup>5</sup> Franck J. Priat (1983). Parisians March against racism. In *New York Times*, December 4 1983. Disponible sur <https://www.nytimes.com/1983/12/04/world/parisians-march-against-racism.html> (consulté le 09.03.2020).

dernières décennies et est maintenant utilisée pour étiqueter les femmes d'origine maghrébine comme déviantes et immorales. Le terme « beurette » est également l'un des termes de recherche les plus courants sur les sites web pornographiques. Cette représentation hyper-sexualisée rappelle également l'image de la « femme orientale » au XIXe siècle et à l'époque de la colonisation française, souligne le sociologue Eric Fassin : « La jeune fille arabo-française a été un fantasme social avant même de devenir sexuelle, défini par une double contrainte : la soumission et l'émancipation<sup>6</sup> ». Les beurettes sont considérées comme doublement « inférieures » en raison de leur sexe et de leur appartenance ethnique. La symbolique derrière ce terme est raciste et misogyne.

Les femmes visiblement musulmanes sont fréquemment visées pour avoir porté des vêtements religieux, tels que hijabs, burkinis et niqabs dans les lieux publics. En Slovénie, des articles d'un média de droite qui dénigre les femmes musulmanes pour avoir porté des niqabs ou des burkinis ont été largement diffusés sur les réseaux sociaux et ont fait l'objet de commentaires élogieux. Dans les deux articles, les femmes musulmanes étaient appelées « rjuharice », un terme dégradant qui se traduit en gros par « porteuses de draps ». L'un des articles affirmait que le port du burkini dans les piscines publiques était contraire à l'hygiène et demandait leur interdiction en Slovénie. L'article a suscité des commentaires haineux impliquant que des femmes musulmanes venaient dans les piscines pour laver leurs vêtements et les traitant de terroristes.

Un autre article dénigrait les femmes portant des niqabs en public. Plusieurs photos de femmes portant des niqabs dans des situations de la vie quotidienne, comme pendant un repas, en promenant son bébé ou en attendant un rendez-vous chez le médecin, ont illustré l'article. Les commentaires qualifiaient les femmes voilées de terroristes et insinuaient qu'elles pouvaient cacher des explosifs sous leurs niqabs. Outre le contexte discriminatoire de l'article, cet exemple soulève également des questions sur les droits fondamentaux des individus et la protection des données des femmes représentées.

L'intersectionnalité peut être analysée en examinant en quoi le discours de haine aurait été différent si les cibles avaient été des hommes musulmans ou des femmes non musulmanes. Dans ces exemples, ce sont les vêtements religieux spécifiquement féminins qui ont attiré la haine des commentateurs, qui ne seraient pas portés par des hommes musulmans. De plus, les hommes musulmans sont généralement moins susceptibles d'être discriminés en raison de leur choix de vêtements religieux. Les femmes non musulmanes ne se "démarqueraient" pas de la majorité de la population en Slovénie et n'auraient pas été étiquetées comme terroristes en raison de leur tenue vestimentaire. Il est donc possible qu'aucune de ces femmes n'aurait été ciblée si elles n'avaient pas été à la fois femmes et musulmanes.

En Italie, le leader de droite Matteo Salvini a posté une vidéo sur Twitter dans laquelle Nibran, une représentante bien connue du mouvement de gauche « Sardine », le décrit comme « ignorant ». Dans un commentaire en dessous du post, un utilisateur traite Nibran de « pute » et l'insulte pour sa foi islamique. Dans la langue italienne, l'insulte misogyne « puttana » n'est culturellement utilisée que contre les femmes et n'a pas d'équivalence masculine. C'est pourquoi ce commentaire haineux vise particulièrement les politiciens parce qu'ils sont des femmes musulmanes.

En République tchèque, les femmes roms sont discriminées à la fois en tant que femmes dans leur propre communauté et en tant que membres de la minorité rom. On peut en dire autant des hommes et des femmes roms LGBTI+, qui sont confrontés à une dimension supplémentaire de discrimination parce qu'ils ne sont pas hétérosexuels.

Dans un exemple italien, une femme rom a été accusée de vol et de dénigrement avec les insultes « Zingara » (gitane) et « puttana » ( salope) sur les réseaux sociaux. Aussi, le poste a exprimé des dé-

---

<sup>6</sup> Eric Fassin, Mathieu Trachman (2013). "Voiler les beurettes pour les dévoiler: Les doubles jeux d'un fantasme pornographique blanc", In *Modern Contemporary France* 21(2), June 7 2013. Disponible sur <https://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/09639489.2013.776736> (consulté le 09.03.2020).

clarations insultantes sur les Roms. Comme déjà expliqué ci-dessus, l'insulte misogyne « pute » ne serait pas utilisée contre un homme en italien. De plus, la femme a été offensée en raison de son origine ethnique et de son appartenance à la communauté rom. De ce fait, le poste aurait été différent si la cible avait eu une origine ethnique différente ou un sexe différent.

## ***Les femmes dans la fonction publique***

Parfois, le simple fait de s'exprimer publiquement en faveur d'un sujet donné peut suffire pour qu'une femme soit visée par un discours de haine en ligne. Mais le plus souvent, les femmes occupant des postes publics, comme les femmes politiques, les journalistes ou les militantes de la société civile, deviennent la cible de discours de haine intersectionnels. Cela est particulièrement vrai si ces femmes défendent le pluralisme ou l'égalité des sexes et le féminisme. Les femmes travaillant dans le secteur des ONG qui soutiennent les réfugiés peuvent être menacées de violence sexuelle ou accusées de « demander » la violence sexuelle, selon le contexte du pays.

En Autriche, une femme a décrit son expérience de discours de haine intersectionnelle lorsqu'un post de Facebook sur l'égalité des sexes a déclenché une vague de haine misogyne et homophobe à son encontre. Elle a également reçu des messages privés et des menaces de mort. La superposition de ces différentes formes de discrimination montre à quel point la dégradation et la catégorisation des personnes/groupes dans un système de maintien du pouvoir sont liées.

Au Royaume-Uni, la haine contre les femmes noires occupant des postes de pouvoir est l'une des formes de discours haineux qui se recourent. Par exemple, la députée britannique Diane Abbott a été attaquée sur Twitter en raison de son poids, mais aussi de son origine et de la couleur de sa peau. Cela est particulièrement évident dans les images qui comparent la députée Abbott à un éléphant. L'animalisation de la députée Abbott et l'obsession de son poids illustrent l'intersection entre l'afrophobie et la misogynie. Les femmes au pouvoir issues de minorités semblent déclencher la haine, quelle que soit leur origine : la députée Luciana Berger a en effet été la cible d'une série d'attaques et de menaces antisémites tout au long de sa carrière.

En République tchèque, une avocate et directrice d'une ONG bien connue qui soutient les victimes de crimes haineux a été attaquée sur Facebook. Les messages étaient directement liés au travail de la directrice et à sa visibilité publique, car ils ont été publiés à la suite d'un rapport de son organisation sur les discours haineux sur les réseaux sociaux. Cependant, au lieu de critiquer le travail de l'organisation ou les opinions politiques de la directrice, les messages haineux dénigraient son apparence et contenaient des fantasmes sexualisés de dommages mortels pour elle ou ses collègues féminines. En revanche, les collègues masculins de l'organisation ne sont pratiquement jamais visés par des discours haineux en ligne, surtout pas en ce qui concerne leur apparence ou leur sexualité.

Toujours en République tchèque, le député Tomio Okamura, président du parti « Liberté et démocratie directe » (SPD), a encouragé un discours de haine contre une journaliste qui avait posé des questions critiques et lui a demandé de révéler ses sources pour des informations incorrectes qu'il avait publiées sur les réseaux sociaux. Les partisans d'Okamura ont ciblé la journaliste avec un discours de haine incluant des fantasmes de viol comme « punition » pour sa position supposée pro-immigration. Ainsi, la cible a été attaquée à la fois en tant que journaliste posant des questions critiques, mais aussi avec une composante misogyne spécifique qui ne serait pas appliquée aux journalistes masculins.

Dans un autre exemple tchèque, Nina Špitálníková, une candidate « blanche » au Parlement européen, a été la cible d'un grand nombre de commentaires haineux et de menaces de mort en ligne. Elle a été accusée d'être une « traîtresse » et de « perturber la famille blanche traditionnelle », parce qu'elle avait un enfant qui n'était pas considéré comme « blanc ». Il est intéressant de comparer ce traitement de Špitálníková avec celui que le public tchèque a réservé à Tomio Okamura (voir ci-dessus). M. Okamura est d'origine tchéco-japonaise et a fait du nationalisme tchèque l'épine dorsale de sa carrière politique. Comme l'a rapporté le partenaire tchèque de sCAN, il n'a jamais été critiqué,

et encore moins visé par un discours de haine, pour avoir entretenu des relations amoureuses avec des femmes « blanches ». D'autre part, les choix de Špitálníková concernant sa famille lui ont valu des menaces de mort.

En Allemagne, la secrétaire d'État berlinoise à la citoyenneté active et aux affaires internationales, Sawsan Chebli, est fréquemment visée par des discours de haine misogynes et antimusulmans sur Internet. Elle a déclaré qu'elle déposait régulièrement 20 à 30 plaintes pénales par semaine pour des discours de haine et des menaces en ligne. En 2018, une photo la montrant portant une montre Rolex a fait l'objet de nombreuses discussions en ligne. Certains participants ont suggéré qu'en tant que politicienne du parti social-démocrate (SPD) et musulmane issue de l'immigration, elle ne devrait pas porter des accessoires aussi coûteux. Cependant, les hommes politiques ne sont généralement pas harcelés en ligne parce qu'ils portent des montres et des costumes de travail coûteux ou qu'ils conduisent des voitures de sport.<sup>7</sup>

En Autriche, la nouvelle ministre de la justice, Alma Zadić, a fait l'objet de discours haineux et de menaces de mort en ligne en raison de son nouveau poste, de son origine et de sa foi musulmane perçue. Une autre femme politique a été attaquée après son élection au poste de directrice adjointe du district de la ville intérieure de Vienne. Le discours de haine portait sur la couleur de sa peau et son origine migratoire visible, mais aussi sur son sexe et son affiliation politique.

Les femmes qui s'opposent aux discours de haine en ligne ou font campagne contre l'extrémisme en général, sont également victimes de ce phénomène. Un exemple est le mouvement autrichien « Omas gegen Rechts » (« les grands-mères contre la droite »), qui est fréquemment ciblé en raison de ses opinions politiques, mais aussi de son âge, de son sexe ou de son orientation sexuelle perçue.

## Discours de haine intersectionnels à l'égard des personnes LGBTI+

Outre les femmes, les personnes LGBTI+ sont aussi fréquemment touchées par les discours haineux intersectionnels. Ce discours de haine vise non seulement leur orientation sexuelle, mais aussi d'autres catégories d'identité comme la couleur de la peau, l'origine ethnique, la religion ou l'affiliation politique.

En 2019, le célèbre journal autrichien « Der Standard » a publié un article sur les pronoms personnels et le langage sensible au genre. De nombreux points de vue sur les réalités de la vie y étaient présentés. Quelques heures plus tard seulement, des dizaines de messages haineux ont été publiés sur le forum de discussion du journal en ligne. Ces contenus haineux étaient profondément LGBTI-phobes ainsi que racistes, misogynes et sexistes.

En Croatie, un couple enregistré en tant qu'union homosexuelle selon la loi croate s'est vu refuser sa demande de parents adoptifs en raison de son orientation sexuelle. Ils sont allés devant les tribunaux et, finalement, la Cour constitutionnelle a jugé que le refus de les enregistrer comme parents d'accueil était discriminatoire et que le couple devait être soumis à la procédure. Au cours des deux années de procédure judiciaire, ils ont fait l'objet de nombreux messages haineux les attaquant, ainsi que toutes les personnes LGBTI+ en Croatie. Les motifs de cette haine étaient l'orientation sexuelle et le statut marital, mais aussi le sexe. Si l'affaire concernait des femmes lesbiennes, le public réagirait différemment, car une relation entre deux femmes est mieux acceptée dans la société patriarcale croate.

Toujours en Autriche, la société des chemins de fer fédéraux autrichiens (ÖBB) a publié une affiche publicitaire concernant un couple homosexuel, dont l'un est une personne de couleur, et son enfant.

---

<sup>7</sup> Eva Reisinger (2018). *Sollten Politiker\*innen auf Statussymbole wie eine Rolex-Uhr verzichten?* Disponible sur <https://ze.tt/sollten-politikerinnen-auf-statussymbole-wie-eine-rolex-uhr-verzichten-sawsan-chebli/> (consulté le 09.03.2020).



Un homme politique du parti de droite FPÖ (Parti de la liberté en Autriche) a commenté la publicité, ciblant directement le couple représenté pour son orientation sexuelle et la couleur de la peau de l'un des partenaires. Il a déclaré qu'il n'utiliserait plus les services de l'ÖBB en raison de cette publicité.

Les homosexuels de couleur sont également l'objet d'un discours de haine spécifique en France. Pendant des décennies, cette communauté a souffert d'un manque de visibilité et de représentation, y compris de la part des organisations de la société civile. Depuis 2016, la Fierté Noire de Paris est organisée afin de sensibiliser aux problèmes des discriminations intersectionnelles.

Cependant, certains événements qui offrent une plus grande visibilité à cette communauté ont pour conséquence négative la diffusion de discours de haine violents et intersectionnels. Par exemple, le candidat français au concours Eurovision 2019, Bilal Hassani, a été la cible de discours de haine homophobes, queerphobes et racistes. Il a été ciblé parce qu'il est gay, queer et qu'il est d'origine maghrébine. Dans l'étude « Cartographie de la haine en ligne » de l'Institute for Strategic Dialogue, les auteurs notent également : « Bilal Hassani s'est avéré être un personnage central des discours haineux misogynes et anti-LGBTQ, démontrant à quel point ces types de discours haineux se recoupent et à quel point le sexe et l'orientation sexuelle sont souvent confondus, particulièrement dans les discours haineux<sup>8</sup> ».

En 2018, DJ Kiddy Smile et ses danseurs de voguing avaient été invités à la résidence présidentielle française, le palais de l'Élysée, pour la Fête de la musique. Kiddy Smile se décrit positivement comme « homosexuel, banlieusard, noir, gros » et soutient le mouvement de l'intersectionnalité. Une photo postée sur Instagram montrant le couple présidentiel français avec le DJ Kiddy Smile et son groupe de danseurs a déclenché un violent discours de haine homophobe et raciste, alléguant que la photo montrait une « dégénérescence des valeurs françaises ».

Un autre élément de ce discours de haine intersectionnel est l'existence d'un discours de haine raciste au sein de la communauté LGBTI+. Le compte Instagram « Personnes racisées Vs Grindr », créé par le journaliste Miguel Shema, identifie et collecte les messages racistes envoyés aux utilisateurs sur la plateforme privée et dénonce une « fétichisation » des personnes de couleur sur l'application de rencontre.

## Intersection entre les catégories religieuses et ethniques

Une autre combinaison de catégories d'identité souvent ciblée par le discours de haine intersectionnel est l'ethnicité et la religion (perçue). Les personnes d'origine arabe, les réfugiés et les musulmans, en particulier, sont souvent « mis dans le même panier » dans des commentaires haineux qui supposent que tous les Arabes sont des réfugiés et que tous les réfugiés sont de confession musulmane. Dans ces cas, le discours de haine est basé sur l'ethnicité, la race et la région de la cible. Ils incluent le harcèlement et les insultes raciales en public, par exemple concernant la couleur de la peau et en fonction de l'appartenance religieuse visible qui cible principalement les femmes. Souvent, les réfugiés et les musulmans (perçus comme tels) sont aussi généralement présentés comme des « terroristes ».

En Italie, un utilisateur des réseaux sociaux a attaqué des migrants sans papiers arrivant en Italie, en alléguant que ces personnes sont illégales et représentent une menace sérieuse pour la sécurité. Les termes utilisés sont offensants et diffamatoires, avec des déclarations très généralisées qui supposent que tous les migrants sont de dangereux criminels. Dans le courrier, les migrants sont considérés comme « terroristes » simplement parce qu'ils sont sans papiers. De même, l'expression « clan-

---

<sup>8</sup> Cooper Gatewood, Cécile Guérin (2020). *Cartographie de la haine en ligne*. Disponible sur <https://www.isdglobal.org/wp-content/uploads/2019/12/Cartographie-de-la-Haine-en-Ligne-eng.pdf> (consulté le 09.03.2020).

destino » est devenue un insulte xénophobe et est souvent utilisée pour désigner de manière générale les ressortissants de pays tiers sans papiers et en particulier les personnes d'origine africaine.

On retrouve un croisement similaire entre ethnicité et religion en examinant les cas d'incidents de la haine contre les musulmans de Bosnie-Herzégovine qui sont des citoyens de Croatie - musulmans non confessionnels et musulmans sunnites - dont les droits politiques, sociaux et économiques sont garantis par la loi constitutionnelle sur les minorités nationales, ainsi que par d'autres documents juridiques. Cependant, lorsque la mosquée devait être construite dans la ville de Rijeka au cours du premier semestre 2010, des manifestations ont été organisées par les citoyens. Aujourd'hui, des protestations similaires ont lieu et des pétitions sont signées contre la construction de mosquées dans les villes de Pula et Dubrovnik. Parmi les autres exemples d'incidents haineux contre les musulmans en Croatie, on peut citer l'habitude d'étaler du lard sur les notices nécrologiques placées dans l'espace public à Zagreb.

En Lettonie, les discours de haine envers les migrants se croisent parfois avec les discours de haine envers les résidents russophones. Les affiches de commentaires haineux allèguent qu'il y a déjà trop de migrants vivant en Lettonie depuis la période d'occupation soviétique. Les comparaisons établies montrent que, tout comme les Russes, les migrants à la peau sombre ne s'intègrent pas dans la société.

En Croatie, le discours haineux intersectionnel vise également la minorité serbe. Il est souvent associé à un révisionnisme historique. Par exemple, le partenaire croate a signalé le vandalisme de biens de l'Église orthodoxe serbe en Croatie avec des insignes de l'État indépendant de Croatie, un État fantoche de l'Allemagne nazie.

Le lien entre les théories du complot antisémites et les discours de haine xénophobes ou autres est une autre tendance des discours de haine intersectionnels signalés par nos partenaires. Chaque fois qu'il y a un événement ou un orateur public avec lequel les haineux en ligne sont en désaccord, ils trouvent des moyens de rejeter la faute sur les Juifs qui « contrôlent » les actions des orateurs. Cette théorie du complot se construit, se combine avec d'autres formes de haine et est ponctuée par les événements de la journée.

En Belgique, un *meme* en ligne a dépeint la jeune militante Greta Thunberg comme étant contrôlée par « les Juifs ». La jeune militante pour le climat est en outre ciblée pour des raisons de handicap, en raison de son syndrome d'Asperger. Le *meme* discrédite non seulement l'activisme de Greta et suggère qu'elle ne peut pas s'exprimer en ses propres termes sur une question urgente, mais il propage également des stéréotypes antisémites.

En Allemagne, un article et la photo d'une touriste tuant un cygne pour un selfie ont déclenché un discours de haine antitsigane et antisémite. Un commentateur a non seulement affirmé que le touriste était d'origine rom (ce qui n'était pas évident d'après l'article ou la photo elle-même), mais a également déclaré que « les Tsiganes sont des Juifs génétiquement modifiés » et que les Juifs étaient donc responsables de la mort du cygne.

En Lettonie, les migrants et les réfugiés des pays du Moyen-Orient et d'Afrique sont perçus non seulement comme un fardeau, mais aussi comme une menace pour les Européens « blancs » ou chrétiens et les vrais Lettons. Selon l'un des récits, le but de l'afflux de demandeurs d'asile est une « africanisation » de l'Europe et une « colonisation » par les musulmans. Dans ce contexte, le discours de haine contre les migrants est parfois mélangé à l'antisémitisme et à l'homophobie, ce qui le lie à la théorie du complot du « Grand remplacement ». Le message de cette théorie du complot est que les Juifs, en particulier George Soros, promeuvent le « remplacement ethnique » et la « propagande des LGBT » afin de faire tomber les nations européennes.

Ce récit a également été déployé dans un exemple plus extrême, lorsqu'un commentateur a toléré la récente attaque terroriste à Hanau, en Allemagne, et a tenté de la justifier par la théorie du « Grand Remplacement » combinée à la théorie antisémite de conspiration des Juifs contrôlant le flux migratoire afin de détruire les sociétés occidentales.

## Conclusion

Les discours de haine intersectionnelle sont courants dans pratiquement tous les pays d'Europe et au-delà. Les femmes, les personnes LGBTI+, les minorités ethniques et religieuses sont les cibles les plus fréquentes en raison de la combinaison de leurs catégories identitaires. Les personnes ayant une visibilité publique ou occupant des postes publics sont particulièrement touchées.

Les ministères doivent consacrer le principe de l'intersectionnalité dans toutes les politiques d'égalité, afin de ne pas négliger les expériences des groupes les plus marginalisés. En outre, les gouvernements doivent mettre en place des mécanismes de consultation solides avec une grande diversité de parties prenantes afin d'éclairer l'élaboration des politiques pour qu'elles soient aussi inclusives que possible. Il convient de noter que le gouvernement tchèque utilise le terme « intersectionnalité » dans sa stratégie pour l'égalité des hommes et des femmes pour 2014-2020, dans laquelle il avertit que les personnes exposées à la discrimination intersectionnelle sont confrontées à de multiples types de pression.

Les autorités politiques devraient condamner fermement les discours de haine et promouvoir le contre-discours des politiciens et des hauts fonctionnaires. Tous les partis politiques devraient également condamner les discours discriminatoires, enflammés ou haineux et appeler leurs membres et leurs partisans à s'abstenir d'y recourir. Il n'y a qu'un pas entre l'utilisation du discours de haine et la création d'une atmosphère d'intolérance contre un groupe ciblé et les incidents violents.

Outre une enquête adéquate et rapide tenant compte de toutes les circonstances du discours ou de l'incident haineux, les autorités chargées de l'application de la loi devraient renforcer leur coopération avec les groupes et communautés minoritaires afin de mieux comprendre la nature et la dynamique de la communauté. Dans la lutte contre les discours de haine, il est important d'examiner les dates, les chiffres, les symboles et les pratiques importants des communautés ciblées.

Le discours de haine intersectionnelle est plus difficile à classer et à combattre que le discours de haine ne ciblant qu'une seule caractéristique. Nous avons tendance à utiliser des outils de lutte contre la haine conçus pour un certain type de discours de haine. Lorsqu'il y a plusieurs types de discours, certaines expressions de discours de haine peuvent être sous-déclarées, simplifiées ou même ignorées. Les organisations de la société civile devraient renforcer leurs efforts pour signaler et contrer les discours de haine intersectionnelle.

## Bibliographie

Cooper Gatewood, Cécile Guérin (2020). *Cartographie de la haine en ligne*. Disponible sur <https://www.isdglobal.org/wp-content/uploads/2019/12/Cartographie-de-la-Haine-en-Ligne-eng.pdf> (consulté le 09.03.2020).

Eric Fassin, Mathieu Trachman (2013). “Voiler les beurettes pour les dévoiler: Les doubles jeux d'un fantasme pornographique blanc”, In *Modern Contemporary France* 21(2), June 7 2013. Disponible sur <https://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/09639489.2013.776736> (consulté le 09.03.2020).

Eva Reisinger (2018). *Sollten Politiker\*innen auf Statussymbole wie eine Rolex-Uhr verzichten?* Disponible sur <https://ze.tt/sollten-politikerinnen-auf-statussymbole-wie-eine-rolex-uhr-verzichten-sawsan-chebli/> (consulté le 09.03.2020).

Franck J. Prial (1983). Parisians March against racism. In *New York Times*, December 4 1983. Disponible sur <https://www.nytimes.com/1983/12/04/world/parisians-march-against-racism.html> (consulté le 09.03.2020).

Fundacion Secretariado Gitano (2019). *Guide on intersectional discrimination – The case of Roma women*, p. 6. Disponible sur [https://gitanos.org/upload/22/65/GUIDE\\_ON\\_INTERSECTIONAL\\_DISCRIMINATION\\_-\\_ROMA\\_WOMEN\\_-\\_FSG\\_33444\\_.pdf](https://gitanos.org/upload/22/65/GUIDE_ON_INTERSECTIONAL_DISCRIMINATION_-_ROMA_WOMEN_-_FSG_33444_.pdf) (consulté le 17.01.2020).

Kimberlé Crenshaw (1989). Demarginalizing the Intersection of Race and Sex: A Black Feminist Critique of Antidiscrimination Doctrine, Feminist Theory and Antiracist Politics. *University of Chicago Legal Forum*, 1989, pp. 139-168. P. 149. Disponible sur: <https://philpapers.org/archive/CREDTI.pdf> (consulté le 17.01.2020).

Research, Report, Remove: Countering Cyber Hate Phenomena (2017). *Manifestations of Online Hate Speech*. Disponible sur <https://www.inach.net/manifestations-of-online-hate-speech/> (consulté le 17.01.2020).

The Office of the Government of the Czech Republic (2014). *Government Strategy for Equality of Women and Men in the Czech Republic for 2014 –2020*. Disponible sur [https://www.vlada.cz/assets/ppov/rovne-prilezitosti-zen-a-muzu/dokumenty/Government\\_Strategy\\_for-Gender\\_Equality\\_2014\\_2020.pdf](https://www.vlada.cz/assets/ppov/rovne-prilezitosti-zen-a-muzu/dokumenty/Government_Strategy_for-Gender_Equality_2014_2020.pdf) (consulté le 09.03.2020).